Collectif autonome des Carrefour jeunesse emploi du Québec

RAPPORT ANNUEL 2014-2015

LA FORCE DE CHACUN, LA PUISSANCE DE L'ÉQUIPE!

21 OCTOBRE 2015

TABLE DES MATIÈRES

Mot du porte-parole p.3

SUR LE PLAN DU POSITIONNEMENT

Positionnement stratégique

→ **Nouveau cadre administratif** p.4
→ **Campagne de mobilisation** p.5
→ **Groupe stratégique – CJE** p.6
→ **Nouveaux mandats pour les CJE** p.8

SUR LE PLAN DES RÉALISATIONS

TOP SECRET

→ **PHASE III** p.9

SUR LE PLAN DE LA VIE ASSOCIATIVE

Conseil d'administration p.11

Comités de travail et de mobilisation p.12

Instruments de vie collective

→ **Formation SAE** p.13

Communications p.13

Partenaires

→ **COCDMO et CASC** p.13
→ **Autorité des marchés financiers** p.13

Coordonnées des membres p.14

MOT DU PRÉSIDENT ET PORTE-PAROLE

Chers collègues,

Il me fait plaisir de vous présenter le septième bilan des activités du Collectif autonome des Carrefour jeunesse emploi du Québec. L'année qui s'est terminée le 31 mars 2015 a été le théâtre de grands bouleversements pour les carrefours jeunesse-emploi du Québec! Nous étions loin d'imaginer, en avril 2014, qu'un tel ouragan s'abattrait sur nos organismes…

Dans un tel contexte, les efforts de toutes nos équipes ont été mobilisés pour tenter de convaincre le gouvernement de préserver la mission des CJE, tout en s'adaptant à la nouvelle situation. Je tiens d'ailleurs à remercier tous les intervenants de nos CJE, qui ont travaillé avec cœur et détermination à la grande mobilisation « Mon CJE, j'y tiens! »

Même si nos efforts n'ont pas eu les effets escomptés, nous pouvons être fiers des actions menées au national comme dans chacune de nos régions. Nous avons su faire preuve de solidarité et d'ingéniosité et cela s'est traduit en un magnifique appui pour notre cause.

- **9681 mentions J'aime sur le Facebook Mon CJE, j'y tiens**
- **2042 lettres d'appui de jeunes, de partenaires et de citoyens**

Vous pourrez aisément comprendre, à la lecture de ce bilan, que l'année 2014-2015 a été entièrement accaparée par le changement de cap administratif imposé par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS).

Quand est-il de notre reconnaissance? Effet secondaire de la nouvelle position du MESS, le Collectif est maintenant considéré comme un interlocuteur légitime à part entière. Il est certain que le rôle même des deux regroupements de CJE va être totalement modifié avec le nouveau mode de financement de nos organismes, mais au moins, le canal de communication direct que nous souhaitions depuis 2007 est maintenant chose assurée.

D'autre part, notre relation avec le Secrétariat à la jeunesse, qui va devenir un acteur de premier plan dans les années à venir, est en bonne voie d'être officialisée. L'année 2015-2016 permettra de consolider nos liens et de démontrer l'importance et l'originalité de notre contribution.

Finalement, je profite de l'occasion pour accueillir chaleureusement nos neuf nouveaux membres. La famille du Collectif s'agrandit avec bonheur et nous souhaitons que cela se fasse dans la simplicité, la solidarité et la confiance.

Pierre Gingras, président et porte-parole

SUR LE PLAN DU POSITIONNEMENT

NOUVEAU cadre administratif

L'année 2014-2015 a été une année de grand bouleversement pour nos membres et pour l'ensemble des CJE du Québec. Il faut d'abord se rappeler que le Québec a remis le parti libéral au pouvoir, le 7 avril 2014, dix-huit mois seulement après l'élection d'un gouvernement péquiste minoritaire.

De notre côté, quelques jours avant ces élections, le Collectif rencontrait la sous-ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Mme Brigitte Pelletier, afin de trouver des solutions dans les dossiers de notre reconnaissance officielle et de la reddition de compte. L'exercice était à peine entamé, quand, au début de l'automne, le nouveau gouvernement annonçait d'importants travaux de révision des programmes, qui allaient avoir un impact majeur sur l'environnement administratif des carrefours jeunesse-emploi (CJE).

Effectivement, le 21 octobre 2014, nous avons été convoquées officiellement par les hautes instances, avec le Réseau des carrefours jeunesse-emploi du Québec (Réseau), pour prendre connaissance des nouvelles orientations du MESS à l'égard des CJE. Dorénavant :

- *le mode de financement « par subvention » sera remplacé par le mode « entente de services » dans le cadre des SAE — service d'aide à l'emploi;*
- *les clientèles prioritaires seront les jeunes prestataires de l'aide financière de dernier recours et les jeunes admissibles à l'assurance-emploi;*
- *les ententes de services, leur suivi et leur reddition de comptes se feront par le système MSI comme c'est le cas actuellement pour les ententes de service.*

Afin de faciliter la transition, le MESS a fixé un calendrier de six rencontres avec les deux associations nationales, soit de décembre 2014 à mars 2015. Le climat de travail du Comité MESS/Emploi-Québec/RCJEQ /CACJEQ n'a pas toujours été facile. Il ne semblait pas y avoir d'espace pour faire des compromis et des aménagements. La plupart de nos demandes d'information ont été refusées.

Devant le manque de collaboration et de transparence, le Collectif a décidé de déposer une première demande d'accès à l'information auprès du ministère, afin d'obtenir la méthode de calcul pour les nouvelles ententes de Service d'aide à l'emploi de 2015-2016, avec les paramètres de répartition des budgets, ainsi que toutes les données régionales qui y sont reliées.

Dans un deuxième temps, nous avons aussi demandé les 111 ententes de Service d'aide à l'emploi pour 2015-2016, négociées entre chaque CJE et son CLE ou sa Direction régionale, afin de dresser le portrait exhaustif de la situation avant et après le 1er avril 2015. Nous sommes toujours en attente de ces documents.

Tout au long de la démarche, nous avons senti que le MESS voulait se distancer des associations nationales des CJE pour travailler directement avec les CJE et les régions. Maintenant que les CJE sont considérés des ressources externes, toutes les discussions d'ordre national seront retournées au Forum national des ressources externes, instance qui réunit le MESS et les regroupements nationaux d'employabilité.

Heureusement, le Collectif y a été officiellement accepté en fin d'année 2014. Nous avons d'ailleurs participé à deux rencontres du Forum en cours d'année et nous nous sommes joints au comité inter-association, où se rencontrent les directions des regroupements pour discuter des enjeux communs reliés aux ententes de services.

CAMPAGNE de mobilisation « Mon CJE, j'y tiens! ».

Nous étions et nous sommes encore convaincus que les nouvelles lignes directrices du MESS risquent non seulement d'affaiblir les CJE, mais surtout de changer profondément leur mission et leurs façons de faire :

- *En excluant des milliers de jeunes des services offerts par les CJE jusqu'à maintenant;*
- *En affectant leurs marges de manœuvre pour déterminer leurs orientations et bâtir un plan d'action local collé aux réalités et besoins de leur communauté;*
- *En diminuant leur capacité d'initier et de lever des projets dans la communauté, ce qui aura un impact important sur la vitalité et le dynamisme du milieu;*
- *En minant leurs possibilités d'innovation, de recherche et de développement;*
- *En fragilisant leur pérennité avec l'abolition du mode de financement à la mission.*

Très inquiets pour l'avenir, en octobre 2014, le Collectif a lancé une vaste campagne pour défendre la mission première des CJE. Cette initiative se voulait un moyen de mobiliser le capital de sympathie que les CJE ont su développer et entretenir auprès des jeunes Québécois au fil des années.

Nous désirions réitérer que les CJE sont au service de tous les jeunes Québécois de 16 à 35 ans sans faire de discrimination physique, socio-économique ou ethnoculturelle. Grâce à cette accessibilité, ils obtiennent des résultats forts intéressants depuis leur création, tant pour les jeunes que pour leurs milieux respectifs : raccrochage scolaire, intégration en emploi, valorisation, sens à la vie, projets multiples dans leur communauté, développement local et régional, etc.

Comme nous le disions dans notre communiqué du 26 novembre 2014, intitulé S.O.S. CJE – 40 000 jeunes adultes abandonnés : « Les CJE sollicitent la collaboration du grand public pour faire entendre raison au gouvernement du Québec afin que la mission des carrefours demeure telle qu'elle est : universelle et accessible. »

D'octobre à décembre 2014, nous avons multiplié les actions pour atteindre cet objectif :

- Campagne dans les médias sociaux
- Lettres aux députés du Québec et à nos partenaires
- Lettre au ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale
- Lettre au premier ministre de la part des conseils d'administration de nos 13 membres pour demander un moratoire

Résultats :

- ✓ **9681 mentions J'aime sur le Facebook Mon CJE, j'y tiens**
- ✓ **2042 lettres d'appui** (partenaires, citoyens, jeunes, employés)
- ✓ **Texte de fonds signé par 27 professeurs et chercheurs de 8 universités et de 10 chaires ou centres de recherche**

  La politique d'austérité du gouvernement : les Carrefours Jeunesse Emploi dans la tourmente, par Yao Assogba, Louis Favreau et Lucie Fréchette, Chaire de recherche en développement des collectivités (CRDC) UQO

GROUPE stratégique – CJE

Après trois mois, malgré une mobilisation sans précédent, nous n'avons pas réussi à ébranler le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Pendant cette période, nous avons collaboré pendant quelques semaines avec le Réseau, fait intéressant après des années de non-communication. Nous portions alors la même détermination à défendre la mission. Toutefois, suite à des pressions politiques, ce dernier a décidé de changer de cap.

Persuadé que seul le poids du nombre pouvait encore faire avancer les choses, le Collectif, suite à l'initiative de Martine Morissette, directrice générale du CJE de l'Outaouais, a contacté plusieurs CJE pour travailler à la préservation de notre financement de base, et ce, en dehors de nos vies associatives.

Quarante-cinq CJE ont répondu à l'appel, en début d'année 2015, pour former le *Groupe stratégique CJE,* qui s'est donné pour objectifs d'œuvrer à :

→ Maintenir intacte notre mission, qui vise :
L'amélioration des conditions de vie des jeunes de 16 à 35 ans, en les accompagnants vers l'insertion socioprofessionnelle, et ce, sans égard à leur statut socio-économique.

→ Poursuivre notre travail avec une approche communautaire et dans le cadre d'un plan d'action local concerté, afin de continuer à jouer un rôle important d'animation du milieu et d'éviter les dédoublements des services.

De janvier à juillet 2015, nous avons tenu trois rencontres à Montréal, afin d'élaborer des positions et des stratégies d'actions communes.

Voici les actions que nous avons réalisées :

→ Deux communiqués de presse : « Les deux côtés de la médaille » et « Des carrefours en recherche de solutions »

→ Une lettre au ministre Sam Hamad pour une demande de rencontre

→ Une communication avec Nikolas Ducharme, secrétaire générale du Secrétariat à la jeunesse

→ Une lettre des membres du RCJEQ à leurs collègues

→ Un sondage Survey Monkey rempli par 34 membres (taux de réponse 75 %)

→ Un suivi régulier auprès des membres (6 parutions)

Tout cela en plus de gérer les grands bouleversements que le changement de cadre de financement imposait à chaque organisation!

Résultats :

✓ **Réflexion pour l'élaboration d'une Déclaration d'engagement envers les jeunes**

✓ **Rédaction de principes pour soutenir la nouvelle relation partenariale entre le gouvernement du Québec et les 110 CJE :**

- Respect de notre mission globale :
  - Un espace jeunesse ouvert à TOUS les jeunes 16-35 ans, sans discrimination
  - Un ancrage dans la localité, incarnée dans un plan d'action local qui respecte sa dynamique propre et à ses besoins
- Respect de notre autonomie de gestion [gouvernance, pouvoir de négocier, entre autres la reddition de compte]. *Nous ne voulons pas être instrumentalisés.*
- Principe de réciprocité et de responsabilité partagée
- Reconnaissance de notre expertise [connaissance des besoins des jeunes et de nos territoires], en nous accordant un financement à la hauteur des mandats confiés.
- Respect de notre capacité d'agir et d'innover [ne pas mettre de freins par des normes contreproductives]. *Trouver un équilibre entre imputabilité et liberté.*
- Respect de notre réalité organisationnelle quand on veut faire des changements

✓ **Élaboration d'une position et d'actions communes :**

CIBLE 1 —

Signer une entente avec le gouvernement pour le financement de la mission des CJE afin d'assurer l'accès des CJE à tous les jeunes du Québec, en s'inscrivant dans la Stratégie d'action jeunesse 2015-2020 (par le biais du Secrétariat à la jeunesse).

- Interpeller le premier ministre pour que la nouvelle politique donne des orientations et des directives gouvernementales nationales (SAJ/EQ);

CIBLE 2 —

Améliorer les ententes SAE avec Emploi-Québec afin d'inclure le maximum de jeunes adultes en besoin, d'optimiser la référence et d'atteinte des résultats justes et réalistes.

- Interpeller le ministre Hamad pour garder notre mission intacte et récupérer une part de financement de base, avec la possibilité de développer un groupe de services sur mesure, en plus, pour les clientèles non incluses.
- La lettre envoyée a débouché sur une rencontre avec le conseiller politique du ministre, M. François Whittom. Les échanges se poursuivront avec le Collectif, au cours de l'année.

NOUVEAUX MANDATS POUR LES CJE

Le 22 avril 2015, le nouveau gouvernement lançait un véritable coup de tonnerre dans la sphère Jeunesse en annonçant, du même souffle, l'abolition des Forums jeunesse et la création de nouveaux partenariats avec les 111 carrefours jeunesse-emploi.

Les nouveaux partenariats annoncés doivent compléter la nouvelle relation que le gouvernement a établie avec ces organismes, afin d'offrir des services directs aux jeunes qui ne sont ni en emploi ni aux études (les NEET), en plus de permettre le financement de projets par, pour et près des jeunes.

Ainsi, un total de 20 millions seront consacrés à développer le créneau carrefour jeunesse des CJE avec des interventions ciblées en faveur de la réussite scolaire, de l'accompagnement de jeunes à risque et le développement de projets en milieu scolaire et dans les communautés.

À la suite de cette annonce, lors de la rencontre du 2 juin du Groupe stratégique, les membres présents ont décidé, à la grande majorité, de mettre fin aux activités du Groupe et de concentrer les efforts au sein des deux regroupements officiels.

Tous sont unanimes pour dire que cette expérience de quelques mois a été enrichissante, tant du point de vue des échanges que de celui des relations humaines. Il est indéniable qu'elle aura servi à rapprocher plusieurs membres de la grande famille des CJE.

Il est à noter qu'à la suite de cette expérience, huit nouveaux CJE se sont joints au Collectif comme membres réguliers : le CJE du Kamouraska/Projektion 16-35, le CJE La Prairie, le CJE Maskoutain, le CJE de Matane, le CJE Notre-Dame-de-Grâce, le CJE de Rivière-du-Loup/Les Basques, le CJE St-Hubert et le CJE Vallée-de-la-Gatineau.

Finalement, le 18 juin 2015, pour clore la boucle, le premier ministre du Québec et responsable des dossiers jeunesse, Philippe Couillard, présidait au lancement d'une consultation en vue du renouvellement de la Politique québécoise de la jeunesse et de sa Stratégie d'action jeunesse.

Cette deuxième annonce, en plus de la mise en place de 25 projets pilotes pour expérimenter le nouveau modèle de partenariat proposé par le Secrétariat à la jeunesse, renforce notre idée qu'il faut mettre nos énergies dans nos associations respectives pour suivre les travaux de près.

TOP SECRET – PHASE III

On se rappellera qu'en juin 2012, le Collectif signait une nouvelle entente avec l'Autorité des marchés financiers, afin de compléter ce grand projet d'éducation financière entrepris en 2007. Nous poursuivions deux objectifs avec cette troisième et dernière phase :

A. *Produire et distribuer 150 nouveaux exemplaires du jeu TOP SECRET, dont vingt-cinq copies en anglais.*
B. *Offrir de la formation en ligne aux intervenants jeunesse*

Avec cette stratégie, nous voulions renforcer les connaissances et les habiletés des intervenants jeunesse. Ces derniers cherchent constamment des outils d'éducation et d'animation pour intervenir auprès de leur clientèle.

Il n'est pas tout de produire et de vendre des outils pédagogiques attrayants. Nous en avons déjà vu plusieurs abandonnés sur des tablettes… Pour que les intervenants utilisent pleinement notre jeu, nous étions convaincus qu'il fallait offrir une formation qui dépasse la simple animation du jeu. Le jeu va certainement être un outil excitant pour les jeunes, mais la formation permettra d'augmenter son impact en donnant du soutien aux intervenants qui vont l'animer.

Par surcroit, les connaissances acquises pourront leur servir dans d'autres contextes, que ce soit en groupe ou en individuel. Grâce à cette formation, les intervenants pourront mieux les intégrer dans leur pratique et devenir, de ce fait, de véritables multiplicateurs.

Résultats :

Le développement de la plateforme web a été complété et mis en ligne à la fin mars 2014, après trois mois de retard. http://www.jeutopsecret.com/

À cause de ce délai, l'équipe de vente et marketing n'a pu mettre en place sa stratégie assez tôt avant la période estivale. De plus, en faisant des approches auprès d'organismes communautaires, ils se sont aperçus que le prix de 250 $ représentait une barrière pour certains groupes jeunesse qui disposent de ressources financières limitées.

Il a donc été convenu de solliciter des partenaires financiers, comme Telus, la Fondation des Canadiens pour l'enfance, la Fondation Rêve d'Esther, Chabot Grant Thornton, Ernst & Young, le Groupe RDL et BCF Avocats d'affaires, pour qu'ils s'engagent à financer des jeux pour les offrir aux groupes jeunesse. Malheureusement, nous avons essuyé des refus pour chacune de ces demandes.

Le deuxième élément clé de notre stratégie de vente était la tenue d'une campagne de sollicitation des gestionnaires d'organismes jeunesse et des commissions scolaires. Elle devait se dérouler de juin à décembre 2014. Toutefois, le contexte politique qui s'est mis en place après le 7 avril 2014 est venu complètement bouleverser nos plans.

La quasi-totalité des marchés que nous avions ciblés a été affectée par la révision de programme imposée par le nouveau gouvernement. Plusieurs de ces organismes ont subi des coupures sévères, d'autres ont carrément disparu ou sont sur le point de disparaître.

Même les CJE, qui étaient notre première cible, ont été pris dans la tourmente sans savoir ce qui adviendrait de leurs budgets de fonctionnement, et ce avant le mois de janvier 2015. Nous les avons finalement pu les solliciter à la mi-mars. Nous avons vendu 21 jeux lors de cette opération.

En date du 30 avril 2015, après un an de délai accordé par l'AMF, nous avons clos le contrat en nous engageant à poursuivre les efforts pour distribuer ou vendre les jeux restants au cours de la prochaine année. Nous assumerons nos dépenses à même les revenus des ventes.

Nous tenons à remercier l'Autorité des marchés financiers pour la confiance qu'elle nous accordée et pour son soutien financier tout au long de cette aventure, dont la première étape a effectivement commencée en 2010. Ce fut un réel plaisir d'être un partenaire privilégié.

SUR LE PLAN DE LA VIE ASSOCIATIVE

Le Collectif autonome des Carrefour jeunesse emploi du Québec est un regroupement de vingt-deux membres, qui se déploient dans 6 régions du Québec et qui partagent des valeurs et des intérêts communs. Ensemble, nous couvrons des territoires qui totalisent 58 431 km2 et un bassin de 553 449 jeunes de 15-34 ans (26% des jeunes du Québec de ce groupe d'âges).

Sa mission est de créer un espace dynamique de réflexion et d'action pour concevoir et promouvoir des pratiques originales au service des jeunes adultes de 16 à 35 ans. En s'appuyant sur des façons de faire et des valeurs solides, les membres du Collectif ont le désir d'inspirer les organisations d'ici et d'ailleurs pour développer le plein potentiel des jeunes.

Conseil d'administration

Président et porte-parole	
Pierre Gingras	CJE Ahuntsic-Bordeaux-Cartierville
Trésorière	
Sylvie Landriault	CJE Pontiac
Secrétaire	
Rachelle Després	CJE de la MRC de L'Islet
Administratrice	
Andrée Lafrenière	CJE Centre-Nord
Administratrice	
Ronald Ménard	CJE Avignon-Bonaventure

Autres membres au 31 mars 2015

Marie Josée Bolduc	CJE Beauce-Nord
Sarah-Michèle Couillard	CJE MRC de la Côte-de-Gaspé
Marie-Josée Dubois	CJE Rosemont/Petite-Patrie
Caroline Dugas	CJE Haute-Gaspésie
Martine Morissette	CJE de l'Outaouais
Yves Picard	CJE de l'Ouest-de-l'Île
Jacques Veys	CJE Centre|Sud-Plateau Mont-Royal|Mile-End
Nathalie Viel	CJE Marquette

Vous trouverez la liste complète des membres à la page 15 – mise à jour en septembre 2015

Réunions régulières des membres

→ Cinq téléconférences

→ Deux rencontres en personne, dont une incluant l'AGA

Comités de travail

→ Comité MESS/CACJEQ/RCJEQ
- Pierre Gingras, Martine Morissette, Yves Picard, Ronald Ménard et Marie-Claude Desjardins
  - ✓ 6 rencontres avec le MESS et 6 rencontres préparatoires
  - ✓ 5 rencontres avec le RCJEQ

→ Comité TOP SECRET
- Yves Picard et Marie-Claude Desjardins

Campagne de mobilisation

→ Onze téléconférences, plus une rencontre en personne et par Skype pour les membres des régions éloignées

→ Douze rencontres de travail du Comité COM/Mon CJE j'y tiens

→ Six conférences téléphoniques avec les « Poteaux » identifiés dans chaque CJE membre pour soutenir la mobilisation locale

Groupe stratégique — CJE

→ Quatre téléconférences du Comité coordination

→ Six téléconférences du Comité politique

→ Six téléconférences du Comité coordination-politique

→ Quatre rencontres téléphoniques du Comité contenu, responsable de l'élaboration du sondage

→ Une téléconférence du Comité des COM

Délégations

→ Forum des ressources externes
- Pierre Gingras et Marie-Claude Desjardins

→ COCDMO
- Pierre Gingras et Marie-Claude Desjardins

→ AMF
- Marie-Claude Desjardins, accompagnée de Sybille Jussaume

Instruments de vie collective

→ **Formation pour les DG**

- 14 janvier 2015 — Formation sur la préparation et la négociation des ententes de Service d'aide à l'emploi (SAE) offerte par Josée Cousineau du CJEO.

Communications

→ **Communiqués de presse**

- 21 octobre 2014 / Campagne de mobilisation Mon CJE J'y tiens
- 14 novembre 2014 / Grand prix québécois de la qualité (accordé au CJEO)
- 26 novembre 2014 /SOS CJE

Partenaires privilégiés

→ **Coalition des organismes communautaires pour le développement de la main-d'œuvre**

Cette année, nous avons participé à deux rencontres de la COCDMO :

- le 23 avril 2014 : seconde rencontre d'information et d'échanges portant sur *« Les services publics d'emploi de demain »,* où ont participé nos membres de Montréal (Pierre Gingras, Yves Picard et Andrée Lafrenière.
- le 10 juin 2014 : Assemblée générale annuelle

→ **5e édition de la Journée Éducation financière de l'AMF**

Le 30 avril 2014, le Collectif a assisté à la cinquième édition des Journées Éducations financières de l'Autorité des marchés financiers. Pour nous, c'est l'occasion de rencontrer les partenaires de l'Éducation financière, tout en s'instruisant sur le monde de la littératie et de la numératie financière.

Au programme cette année :

- Une brève allocution de la chef du développement de la littératie financière au Canada, Mme Jane Rooney;
- Deux conférences instructives sur la numératie financière et la planification de la retraite au Canada, par M. Jean-Marie De Koninck et M. Pierre-Carl Michaud;
- L'activité traditionnelle de réseautage, plus un panel animé sur la relation qu'entretiennent les Québécois avec l'argent.

LISTE DES 22 MEMBRES - MISE À JOUR EN SEPTEMBRE 2015

BAS ST-LAURENT

CJE du Kamouraska/Projektion 16-35
580A, rue Côté
Saint-Pascal (Québec) G0L 3Y0
Édith Samson, directrice générale
Téléphone : (418) 492-9127
Courriel : direction@projektion16-35.ca

CJE de Matane
548, avenue du Phare Est, bureau 202
Matane (Québec) G4W 1A7
Bertoni Coulombe, directeur général
Téléphone : (418) 566-6749
Courriel : direction@cjematane.ca

CJE Rivière-du Loup|Les Basques
31, rue Delage, bureau 100
Rivière-du Loup (Québec) G5R 3N9
Estèle Bérubé, directrice générale [intérim]
Téléphone : (418) 867-4992
Courriel : dga@cjerdlb.ca

CHAUDIÈRE-APPALACHES

CJE Beauce-Nord
168, rue Notre-Dame Sud
Sainte-Marie-de-Beauce (Québec) G6E 4A6
Marie Josée Bolduc, directrice générale
Téléphone : (418) 386-2532
Courriel : mj.bolduc@cjebn.com

CJE de la MRC de L'Islet
962, rue des Trembles, bureau 300
Tourville (Québec) G0R 4M0
Rachelle Després, directrice générale
Téléphone : (418) 359-3730
Courriel : rdespres@cjelislet.qc.ca

GASPÉSIE

CJE Avignon-Bonaventure
193-B, avenue Grand Pré
Bonaventure (Québec) G0C 1E0
Ronald Ménard, directeur général
Téléphone : (418) 534-3993
Courriel : ronald.menard@cjeavbo.org

CJE Haute-Gaspésie
35, boulevard Ste-Anne Ouest
Sainte-Anne-des-Monts (Québec) G4V 1P9
Ariane Lévesque, directrice générale
Téléphone : (418) 763-2308
Courriel : ariane.levesque@cjehautegaspesie.org

CJE MRC la Côte-de-Gaspé
63-1 rue Jacques-Cartier,
Gaspé (Québec) G4X 1M1
Sarah-Michèle Couillard, directrice générale
Téléphone : (418) 368-2121
Courriel : direction@cjecotedegaspe.ca

MONTÉRÉGIE

CJE La Prairie
247-D rue Sainte-Catherine
St-Constant (Québec) J5A 2J6
Johane Viau, directrice générale
Téléphone : (450) 845-3848
Courriel : direction@cjelaprairie.qc.ca

CJE Maskoutain/Espace carrière
1305-4, rue des Cascades
Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 3H3
Josée Jamieson, directrice générale
Téléphone : (450) 771-4500
Courriel : direction@espacecarriere.org

MONTÉRÉGIE [suite]

CJE St-Hubert
5245, boul. Cousineau, local 292
Saint-Hubert (Québec) J3Y 6J8
Guylaine Turpin, directrice générale
Téléphone : (450) 678-7644
Courriel : direction@cjesh.org

MONTRÉAL

CJE Ahuntsic-Bordeaux-Cartierville
10 794, rue Lajeunesse
Montréal (Québec) H3L 2E8
Pierre Gingras, directeur général
Téléphone : (514) 383-1136
Courriel : p.gingras@cje-abc.qc.ca

CJE Centre-Nord
3332, rue Jarry Est
Montréal (Québec) H1Z 2E8
Antoine Makitou, directeur général [intérim]
Téléphone : (514) 729-9777
Courriel : a.makitou@cje-centrenord.com

CJE Centre|Sud-Plateau Mont-Royal|Mile-End
1265 avenue Mont-Royal Est
Montréal (Québec) H2J 1Y4
Rachel Guidet, directrice générale
Téléphone : (514) 528-6838
Courriel : rguidet@cjeplateau.org

CJE Notre-Dame-de-Grâce
6370, rue Sherbrooke Ouest,
Montréal, Québec H4B 1M9
Hans Heisinger, directeur général
Téléphone : (514) 482-6665
Courriel : hans.heisinger.cje.ndg@gmail.com

MONTRÉAL [suite]

CJE Marquette
735, rue Notre-Dame, bureau 10
Lachine (Québec) H8S 2B5
Yves Picard, directeur général
Téléphone : (514) 634-0450
Courriel : picard.yves@videotron.ca

CJE de l'Ouest-de-l'Ile
225-F boulevard Hymus
Pointe-Claire (Québec) H9R 1G4
Yves Picard, directeur général
Téléphone : (514) 782-0433
Courriel : picard.yves@videotron.ca

CJE Rosemont/Petite-Patrie
Groupe Conseil St-Denis
1453, rue Beaubien Est, bureau 302
Montréal (Québec) H2G 3C6
Marie-Josée Dubois, directrice générale
Téléphone : (514) 278-7211
Courriel : duboismj@gcsd.qc.ca

OUTAOUAIS

Centre de services pour l'économie et l'emploi
1694 Montée de la Source
Cantley (Québec) J8V 3H6
Catherine Kammer-Mayer, directrice générale
Téléphone : (819) 457-4480
Courriel : ckammer-mayer@cielcollines.org

CJE de l'Outaouais
350, boulevard de la Gappe
Gatineau (Québec) J8T 7T9
Martine Morissette, directrice générale
Téléphone : (819) 561-7712
Courriel : martinemorissette@cjeo.qc.ca

OUTAOUAIS [suite]

CJE du Pontiac
80, rue Leslie, CP 219
Campbell's Bay (Québec) J0X 1K0
Sylvie Landriault, directrice générale
Téléphone : (819) 648-5065
Courriel : slandriault@crep.qc.ca

CJE Vallée-de-la-Gatineau
217 Rue Principale Sud,
Maniwaki (Québec) J9E 2A3
Sophie Beaudoin, directrice générale
Téléphone : (819) 441-1165
Courriel : sophie.beaudoin@cjevg.qc.ca